

Communiqué de presse : Migros doit empêcher la répression contre les travailleurs de son fournisseur EUROSOL à Almeria

Lausanne, le 30 mars 2022

Une opération sans précédent contre le droit du travail : EUROSOL est un exportateur de fruits et légumes à Almeria. En 2018, les travailleurs de la ferme "Matías de Níjar " d'EUROSOL ont obtenu, avec le soutien du syndicat SOC-SAT, l'élection d'un Comité d'Entreprise qui a pu faire respecter les clauses de la Convention Collective de l'Agriculture. Dans le but de maintenir des conditions de travail précaires, EUROSOL a organisé en 2021 une opération de représailles sans scrupules, remplaçant son personnel de longue date par des travailleurs fraîchement recrutés, afin de créer et manipuler une majorité docile. En même temps, elle procède aux licenciements progressifs des membres du Comité et des travailleurs qui le soutiennent : 19 travailleurs licenciés depuis juillet 2021 - et la série continue.

Attitude équivoque de Migros: Interpellée dès l'été 2021, **Migros** a organisé un « audit social » pour « enquêter » sur son fournisseur EUROSOL. Or, le rapport de cet audit ignore le contexte et réduit la situation à un "*conflit entre deux groupes de travailleurs*". UNITERRE, SOLIFONDS, AGRISODU et la FÉDÉRATION ROMANDE DES CONSOMMATEURS ont conclu sur la base des documents à leur disposition qu'en fait, Migros utilise ce rapport d'audit pour ne rien entreprendre !

Evaluation des réponses de Migros :

Ce que Migros nous dit: Pour ses contrôles, elle utiliserait les services d'organismes expérimentés et compétents - **En vérité :** Les documents démontrent que l'audit a été conduit de manière à démontrer que le fournisseur de Migros était en tous points conforme.

Ce que Migros nous dit: Elle ne tolère pas les violations des droits dans sa chaîne d'approvisionnement, se base sur le droit du pays concerné et les jugements des tribunaux, et exige des **mesures correctives** de ses fournisseurs lorsque les rapports d'audits démontrent des violation des droits - **En vérité :** Migros veut gagner du temps et comme les rapports des audits « *ne démontrent pas de violation des droits* », elle attend les jugements des tribunaux. Et, comme elle sait que ceux-ci se font attendre, elle trouve là un bon prétexte pour ne pas agir, aidant ainsi ses fournisseurs à établir des **faits accomplis** en licenciant les travailleurs !

UNITERRE, SOLIFONDS et les organisations de LA VIA CAMPESINA maintiennent que **Migros** n'est pas crédible et ne contrôle pas la situation dans sa chaîne d'approvisionnement. Pour être crédible, **Migros** devrait prendre les mesures suivantes :

1. **Suspendre ses achats chez Eurosol** tant que les 19 travailleurs licenciés ne sont pas repris
2. **Se distancer de l'audit non crédible d'octobre 2021** au vu des preuves éclatantes
3. S'engager à **remplacer des systèmes de contrôle non crédible (par exemple : GRASP)** par des modules vraiment indépendant.
4. S'engager aussi pour la **transparence** en impliquant les parties prenantes (associations de consommateurs, ONG etc.) dans un **dialogue continu et ouvert** sur les impacts sociaux et écologiques dans sa chaîne d'approvisionnement

UNITERRE, SOLIFONDS, AGRISODU et les organisations de LA VIA CAMPESINA soutiennent le communiqué de presse de la **Fédération Romande des Consommateurs** sur le même sujet : <https://www.frc.ch/postpratique/migros-le-gout-amer-de-la-ratatouille-espagnole/>

Contacts presse :

Uniterre, Mathias Stalder, 076 409 72 06

SOLIFONDS, Aurora Garcia, 079 944 53 73